

En 1984, aux Nations Unies, j'avais exprimé l'intention du gouvernement de maintenir l'engagement du Canada d'atteindre l'objectif de l'aide publique au développement à 0,7 % du produit national brut d'ici 1990. Nous demeurons fermes dans cet engagement, mais nous sommes fixés de nouvelles dates cibles. Ainsi, nous entendons atteindre l'objectif de 0,6 % d'ici 1995 et celui de 0,7 % cinq ans plus tard.

Les gouvernements qui nous précédés se sont souvent contentés de promesses. Quant à nous, nous avons pris des mesures qui nous permettront d'atteindre l'objectif de 0,5 % dès l'an prochain, et d'en faire la base de notre contribution pour chacune des cinq prochaines années financières. Nous prévoyons ainsi que la contribution canadienne se maintiendra à 0,5 % du PNB au cours de chacun des cinq prochains exercices. Nous faisons plus que le prévoir, nous nous y engageons.

Comme notre économie est en pleine croissance, nous consacrerons donc 324 millions de dollars de plus à l'APD l'an prochain.

Les dépenses du Canada au titre de l'APD se sont établies à 8,7 milliards de dollars pour l'ensemble des cinq dernières années, et elles s'élèveront à 13,6 milliards de dollars sur les cinq prochaines années. Le Canada continuera d'avoir l'un des programmes d'aide qui connaît l'expansion la plus rapide sur la scène internationale, et ce programme restera le poste à plus forte croissance dans les dépenses discrétionnaires du gouvernement.

Il va sans dire que tous les Canadiens ont intérêt à la croissance économique. Mais les Canadiens qui se préoccupent du développement international ont une raison toute particulière de vouloir que notre économie soit florissante. En effet, nous nous sommes engagés à financer l'aide selon une formule qui fait que toute croissance de notre PNB entraîne automatiquement une augmentation des sommes que nous consacrons au développement international. Il importe aux pays que nous aidons que l'économie du Canada soit vigoureuse. Lorsque notre croissance se ralentit, le niveau de notre aide baisse en conséquence. En 1984, notre contribution a été inférieure de 120 millions de dollars aux prévisions, parce que notre économie, entravée par le déficit, n'a pas connu la croissance escomptée. Nous voulons renforcer le Canada pour contribuer au renforcement de l'économie mondiale.